

En Bref

L'Afrique, avec une population parmi la plus vulnérable au monde, représente un réel potentiel et offre de vraies possibilités pour les acteurs du secteur de la microfinance. En 2006, l'industrie de la microfinance en Afrique a vu croître ou se créer une pluralité d'institutions formelles ou semi-formelles à l'échelle du continent, variant tant par la taille, la forme institutionnelle que par les marchés visés. Le secteur conserve une spécificité particulière l'épargne continuant de représenter un attribut fondamental des services financiers, plus que dans n'importe quelle autre région dans le monde. L'année 2006 a aussi vu l'offre de services financiers s'élargir pour les clients, et ce, malgré un coût élevé. Les IMF africaines sont toujours confrontées à des contraintes opérationnelles fortes pour servir de façon pérenne leurs clientèles.

L'échantillon de cette année composé de 119 institutions de 24 pays constitue l'ensemble de données le plus riche que le MIX ait eu à traiter, consolidant la base des rapports et données antérieurs et aboutissant à une analyse en profondeur des tendances relatives à 66 institutions à travers la région. L'analyse 2006 des performances des IMF africaines inclut 53 nouvelles institutions dans la base de données. Il est intéressant de mentionner que ces nouveaux entrants ont fait passer la médiane de la portée des IMF africaines de 17 000 emprunteurs en 2005 à juste un peu moins de 10 000 en 2006 révélant que l'effort de recherche de transparence financière s'élargit à des IMF de taille modeste dans la région. Ainsi, la moitié des IMF ayant envoyé leurs informations en 2006 avaient-elles un encours de crédit de moins de 2 millions de USD.

En analysant les performances au niveau régional à l'aune de la portée et de la pérennité financière des institutions de microfinance, en explorant les tendances du secteur, le « Rapport Benchmarking Afrique 2006 » entend mettre en lumière les particularités de la microfinance dans la région.

Table des Matières

En Bref	1
Croissance disparate à travers l'Afrique	1
Services financiers: l'épargne reste dominante	3
Les IMF rentables augmentent la portée de leurs opérations	3
Des prêts plus importants améliorent l'efficacité	5
Conclusion	6
Collecte et traitement des données	7
Definitions des Indicateurs	9
Afrique Tables	10

Croissance disparate à travers l'Afrique

En 2006, les institutions de microfinance (IMF) africaines faisant partie de l'échantillon ont atteint 3,8 millions d'emprunteurs pour un encours de crédit de 1,4 milliard USD et 5,7 millions d'épargnants pour un encours d'épargne de 1,2 milliard USD.

En moyenne, les activités de crédit parmi les IMF étudiées ont augmenté d'un tiers pendant que l'épargne doublait en seulement 12 mois reflétant la nature distincte de la microfinance en Afrique: la collecte des dépôts est un service majeur offert par les institutions de la région. Les

intermédiaires financiers utilisent l'épargne de leurs clients comme d'un levier pour étendre les services de crédit.

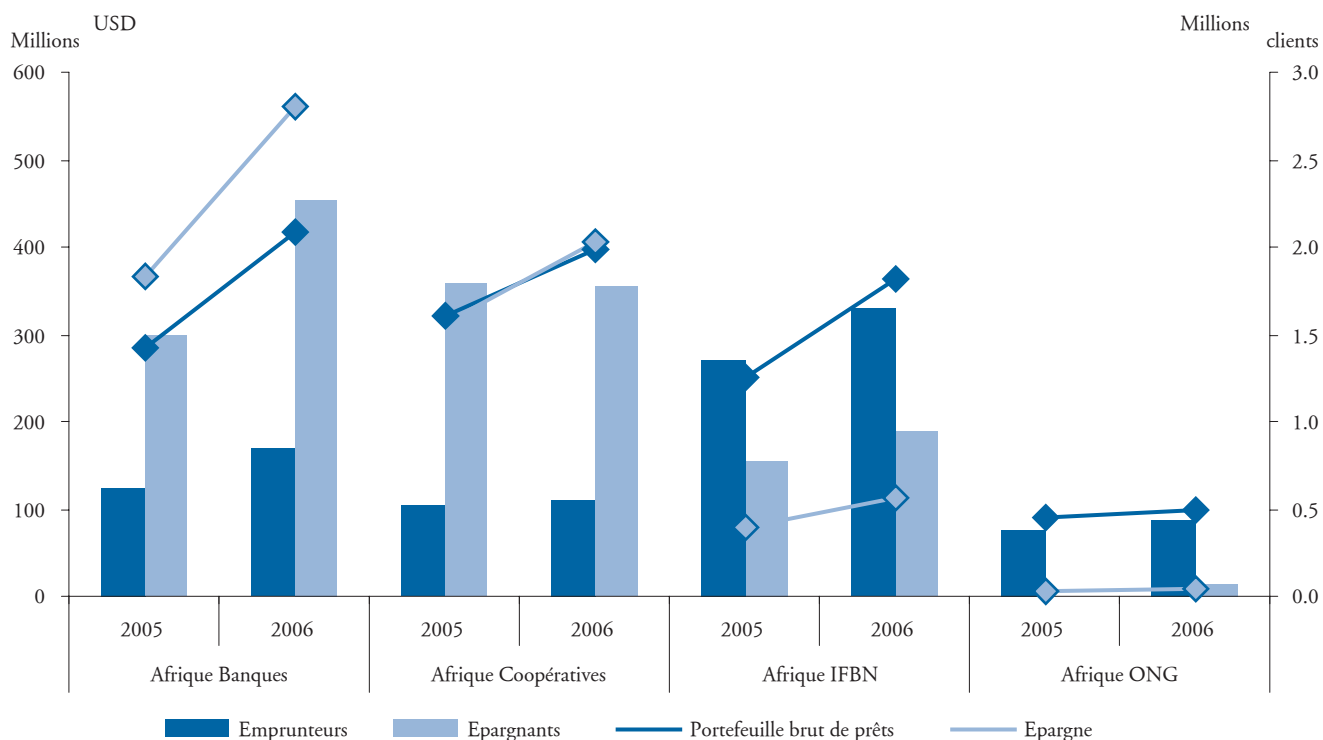
La croissance en 2006 a été spectaculaire sur un certain nombre de marchés et pour certaines IMF en particulier. Le plus fort taux de croissance en termes de clientèle a été enregistré au Kenya, de façon particulièrement remarquable pour les deux banques de microfinance leader sur leur marché qui ont cumulé conjointement 170 000 *nouveaux* emprunteurs actifs en un an. Globalement, les banques dans la région ont vu décoller leur encours de crédit d'au moins 50%. Le *Graphique 1* met en regard la croissance en valeur absolue en nombre de clients et en volume d'affaire pour différents types d'institutions en Afrique : entre 2005 et 2006, la majorité des nouveaux prêts ont été offerts par des banques et des Institutions Financières Non Bancaires plutôt que par des ONG et des coopératives.

Les IMF d'Afrique du Sud ont également connu une croissance forte de leur portefeuille de prêt (de l'ordre de 59%) sans que le nombre d'emprunteurs n'augmente. Un

glissement vers un segment de clientèle plus aisée pouvant bénéficier de prêts de montants plus importants est à l'origine de cette évolution. Le montant des prêts en Afrique du Sud a augmenté de 179 USD par emprunteur à 233 USD en 2006. Cette augmentation du montant moyen des prêts s'explique par l'expansion des services en zones urbaines où il existe généralement une plus forte demande pour des prêts plus élevés. De nombreuses institutions modifient leurs produits pour satisfaire la demande de ces clients urbains.

La microfinance en Afrique a également été témoin d'une évolution de tendance assez inhabituelle un certain nombre d'IMF perdant des clients. Tandis que certaines IMF et certains marchés sont florissants, d'autres sont confrontés à des contraintes macro-économiques, opérationnelles et à des défis institutionnels qui affectent la capacité des IMF à délivrer des services aux clients. Le Bénin a été particulièrement affecté –une institution a perdu plus de 30 000 emprunteurs- et les Ugandan Micro Deposit Institutions (MDIs) ont accusé les effets de la transformation, qui a certes permis l'entrée de

Graphique 1 | Portée et volume par type d'IMF en Afrique



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2006 Benchmarks. Les chiffres sont les cumulés par groupes de pairs.

nombreux épargnants (13% de plus entre 2005 et 2006) mais a conduit à une contraction des activités de crédit (diminution de 1% des clients).

Globalement, le secteur de la microfinance en Afrique est représenté par une minorité de grandes institutions –comprenant 16 IMF de plus de 50 000 emprunteurs chacune- et par un certain nombre de petites et de nouvelles IMF s’installant sur de nouveaux marchés comme sur des marchés déjà établis.

Renforcée par les réformes engagées au cours des dernières années, la microfinance africaine a attiré l’attention internationale aboutissant à l’implantation de jeunes banques start-up, des IFNB et des ONG développant leurs activités en Afrique Centrale, de l’Est et du Sud. De nouvelles IMF supportées par des réseaux internationaux comme ProCredit, Opportunity International et même BRAC du Bangladesh ont enregistré d’excellents taux de croissance au cours des premiers douze mois d’activités.

Sous cet angle, les affaires apparaissent prometteuses mais tous les yeux resteront braqués sur la capacité de ces institutions à augmenter l’échelle de leurs opérations pour offrir des services d’épargne et de crédit à des populations pauvres en zones rurales et urbaines.

Services financiers: l’épargne reste dominante

De nombreuses IMF africaines reposent toujours sur l’épargne de leurs clients comme forme d’endettement en monnaie locale à bon marché pour financer leurs activités. Les intermédiaires financiers grâce aux dépôts de leurs clients ont un effet de levier équivalent à quatre fois leurs fonds propres, soit mieux que les institutions centrées sur le crédit uniquement dans la région.

L’épargne représente 90% du portefeuille de prêt pour les IMF opérant sur la base d’une intermédiation financière complète. Alors que de par le monde les IMF s’adressent de plus en plus à des sources de financement commerciales locales et internationales, cette forme de financement ne concerne que les banques et la classe restreinte des institutions récemment transformées qui financent leur portefeuille au coût du marché. A l’inverse les IFNB financent seulement un tiers de leur portefeuille par des dettes commerciales et les ONG un cinquième. La taille

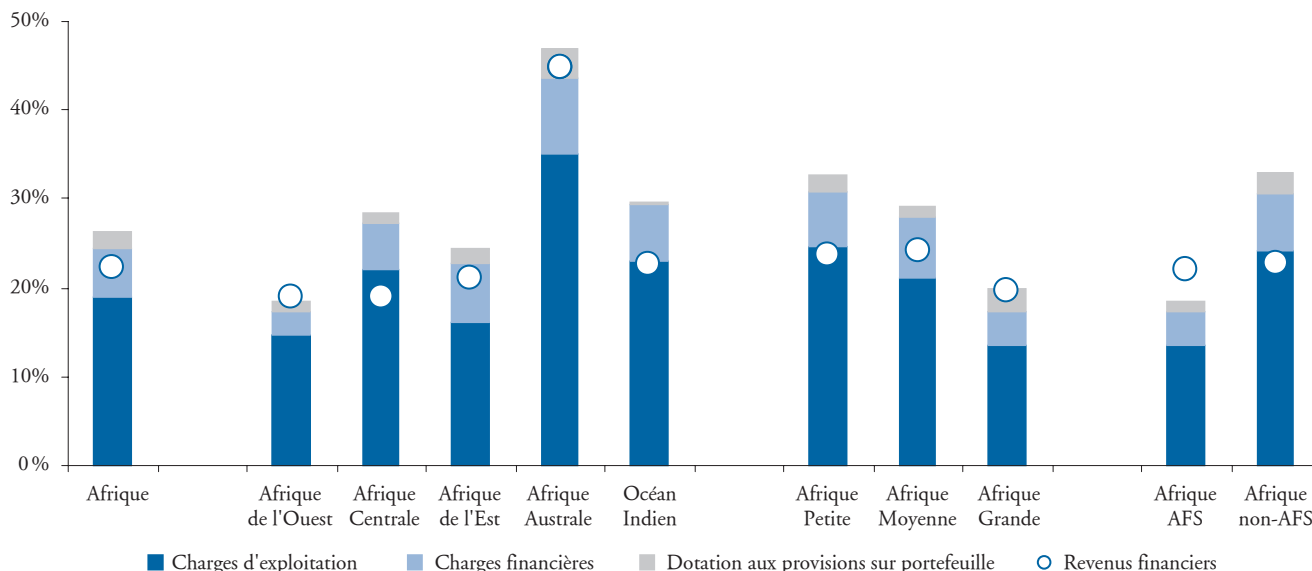
et l’âge sont d’autres facteurs déterminants pour attirer les fonds internationaux, les IMF africaines gagnant progressivement la confiance des investisseurs : les grandes IMF ont eu un effet de levier de 4.0 comparé à 2.5 pour les IMF de taille moyenne et de 1.2 pour les petites IMF.

Les ONG qui ne sont pas autorisées à collecter les dépôts des clients restent les institutions les plus dépendantes aux bailleurs et ont besoin de subvention en capital pour financer 40% de leur actif. Néanmoins leur ratio fonds propres/actif a diminué de 5% en un an tandis qu’elles se tournaient davantage vers les banques commerciales pour se financer. Les banques rurales constituent une catégorie à part en parvenant à lever sept fois plus de fonds que leurs fonds propres. Les institutions ghanéennes captent deux fois plus d’épargne qu’elles ne distribuent de crédit et n’allouent qu’un tiers de leurs actifs à des crédits à la clientèle. Les bons du trésor du gouvernement ont été particulièrement attractifs dans ce pays en 2006 encourageant l’investissement de la part de ces institutions financières.

Les IMF rentables augmentent la portée de leurs opérations

Avec un rendement négatif des actifs de - 2.4%, les IMF en Afrique se portent moins bien que dans d’autres régions du monde. Si les tendances font apparaître que la médiane des IMF rentables en Afrique n’a pas progressé en 2006, le quartile supérieur était non seulement rentable mais a vu progressé son rendement des actifs d’un point (de 0.9 à 1.9). En effet, une fois rentables, les IMF ont été capables d’étendre leurs activités avec le temps, de développer des économies d’échelle et d’assurer des revenus croissants en s’engageant sur un chemin de croissance pérenne, amplifiant en cela la déconnexion entre les IMF les plus performantes et les IMF non pérennes dans la région. En fait, si l’IMF africaine type atteint l’autosuffisance opérationnelle en 2006, seul un tiers des participantes aux benchmarks africains sont financièrement autosuffisante après avoir procédé aux ajustements standard des états financiers pour tenir compte de l’inflation et des politiques de provisionnement. Avec des résultats positifs, les IMF rentables sont amenées à toucher deux fois plus d’emprunteurs que leurs pairs non rentables. Elles réalisent en effet cette performance avec un niveau de revenu identique mais avec seulement un peu plus de la moitié des charges (comme cela est montré au *Graphique 2*) tout

Graphique 2 Rendement des actifs par groupes de pairs classés par régions, échelle et rentabilité.



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2006 Benchmarks. Les chiffres sont les médianes des groupes de pairs.

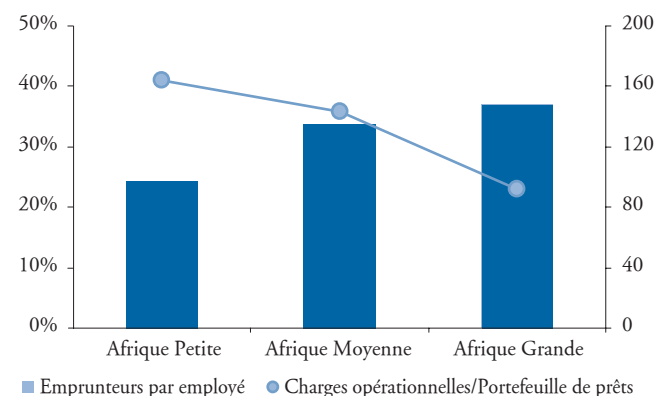
en offrant des prêts relativement plus élevés en montant donc moins coûteux à gérer à la marge.

Les institutions africaines sont confrontées à des contraintes importantes pour atteindre la pérennité. Les dépenses opérationnelles sont exacerbées par des infrastructures défaillantes et des coûts du travail élevés. Les compensations pour attirer et maintenir un personnel qualifié atteignent douze fois le PIB par tête, plus de deux fois plus que n'importe quelle région dans le monde. Le défi majeur dans la région est de développer l'échelle d'intervention et de toucher les zones enclavées sans perdre le contrôle des coûts. En croissant en taille, les institutions les plus importantes en Afrique sont plus enclines à devenir rentables. Les grandes IMF font apparaître des charges opérationnelles et financières moindre que leurs paires moyennes et petites. Passé le seuil des huit millions USD en encours de crédit, les grandes IMF atteignent de meilleurs niveaux de productivité en servant les clients à 0.23 USD par dollar prêté (voir la *Graphique 3*) et sont en passe de pouvoir répercuter les gains d'efficacité sur leurs clients en abaissant les taux.

Un autre défi en élargissant la portée est de contrôler la qualité de portefeuille. Comparées aux IMF d'autres régions du monde, les institutions africaines se

comportent très bien dans le recouvrement des créances en retard. Les indicateurs de qualité de portefeuille sont faibles, avec un portefeuille à risque à 30 jours de 5.0% et à 90 jours de 2.4%. Les IMF qui ont vu la qualité de leur portefeuille se dégrader ont généré moins de revenus et n'ont pas été en mesure d'élargir leur portée. Certaines institutions ont particulièrement pâti d'une culture de remboursement défaillante combinée à des produits inadaptés et des mécanismes de recouvrement

Graphique 3 Efficience et productivité selon la taille



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2006 Benchmarks. Les chiffres sont médianes des groupes de pairs.

inefficaces. Les entrepreneurs au Bénin ont été confrontés à une conjoncture économique défavorable qui a conduit à des situations de surendettement. Cela se reflète dans l'apurement des créances douteuses du portefeuille des IMF. Un certain nombre d'institutions en Afrique se sont trouvées confronter au déclasserment de leur portefeuille en souffrance: 22% des IMF de l'échantillon de cette étude présentent un PAR > 30 de plus de 10%.

Parmi toutes les institutions africaines, les intermédiaires financiers les plus importants et tout particulièrement les coopératives se comportent le mieux et sont proches de l'équilibre. Les institutions centrées sur la collecte de l'épargne atteignent des économies d'échelle substantielles grâce à leur réseau étendu d'agences et à des charges maîtrisées. Les dépenses totales des coopératives représentent seulement 15% de leurs actifs mais leurs taux d'intérêt restreints—limités par les plafonds réglementaires—ne génèrent pas assez de revenus, les contenant en deçà des 0,4% de rentabilité. L'établissement des taux d'intérêt à un niveau approprié serait suffisant pour couvrir leurs coûts qui sont déjà en-dessous des normes mondiales.

Alors que les intermédiaires financiers ont été capables de maîtriser leurs charges, de nombreuses institutions n'ont pas réussi à infléchir les dépenses de financement, de provisionnement et de fonctionnement. Les comparaisons régionales font ressortir que les IMF d'Afrique du Sud souffrent davantage d'un environnement opérationnel plus coûteux qu'elles reportent en conséquence sur les taux d'intérêt qui s'établissent à un niveau deux fois plus élevés que dans les autres régions du continent.

La microfinance en Afrique du Sud en 2006 se caractérisent par trois types d'institutions: de nouvelles banques récemment lancées marquées par une portée conséquente et donnant des signes de croissance; des institutions financières non bancaires; des ONG de taille modeste en moyenne avec des capacités opérationnelles plus restreintes. Sept IMF sud africaines sur dix (toutes catégories confondues) chargent un taux d'intérêt supérieur à 40%. Des revenus financiers importants sont requis pour couvrir les coûts exorbitants auxquels font face les institutions, mais restent encore insuffisants. Les charges administratives et de personnel représentent 35% des actifs tandis que l'inflation gonfle les coûts financiers à hauteur de 9% des actifs. Les coûts élevés et des prêts de faibles

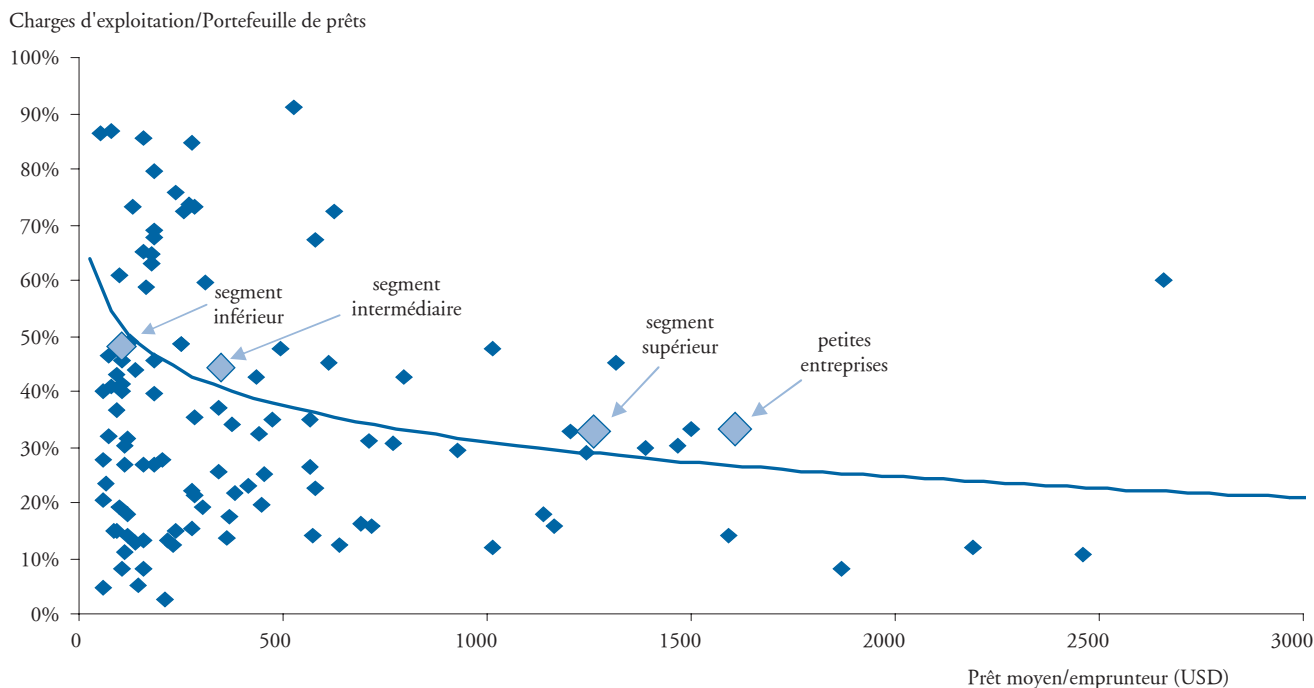
montants tirent l'efficacité sud-africaine vers le bas, avec un coût de 0,72 USD par dollar prêté pour l'IMF type, soit deux fois le montant médian en Afrique sub-saharienne. Toutefois, les tendances font apparaître une amélioration de la rentabilité à travers les différentes régions, y compris en Afrique du Sud, grâce à la combinaison de meilleurs revenus financiers et d'une meilleure maîtrise des charges de provisionnement, de personnel et de fonctionnement.

Des prêts plus importants améliorent l'efficacité

L'efficacité des IMF en Afrique est également largement affectée par les montants prêtés aux clients du fait que des prêts plus élevés sont moins coûteux à mettre en œuvre. Les intermédiaires financiers importants comme les coopératives, typiquement, offrent des montants de prêts moyens graduellement croissants (+30% entre 2005 et 2006) à des employés salariés; ces institutions affichent le coût le plus bas par dollar prêté toutes catégories d'institution confondues. Les IMF visant les petits entrepreneurs et les segments de clients plus aisés ont couvert leurs coûts avec une autosuffisance financière de 104%. Le *Graphique 4* illustre la relation entre l'augmentation de l'efficacité et du montant moyen du prêt.

A l'autre extrémité de la courbe des montants de prêt, les IMF s'adressant à une clientèle plus pauvre font apparaître une structure de coût très élevée qui compromet les résultats. Les frais de personnel et de distribution deviennent très élevés quand les montants moyens de crédits s'établissent à 94 USD par client seulement. Les plus petites de ces institutions ciblant une clientèle pauvre ont été jusqu'à réduire le montant moyen de leur crédit de 22% entre 2005 et 2006. Il est intéressant de relever qu'étant commandées par leur mission sociale, les IMF ciblant les pauvres chargent les taux d'intérêt les plus bas ne dépassant pas un rendement de 20% de leur portefeuille en termes réels. Ces institutions disposent également du personnel le plus productif—avec un ratio de 273 emprunteurs par employé—et des portefeuilles de meilleure qualité ce qui leur laisse une faible marge de manœuvre pour améliorer la productivité et le contrôle des risques. Les IMF atteignant les plus pauvres devront dépasser la contrainte de rentabilité non seulement en réduisant les charges mais également en ajustant leur taux d'intérêt à un niveau d'équilibre dans un effort visant à maintenir les activités et à assurer aux clients l'accès pérenne à des services financiers viables.

Graphique 4 | Efficience et montant de prêt



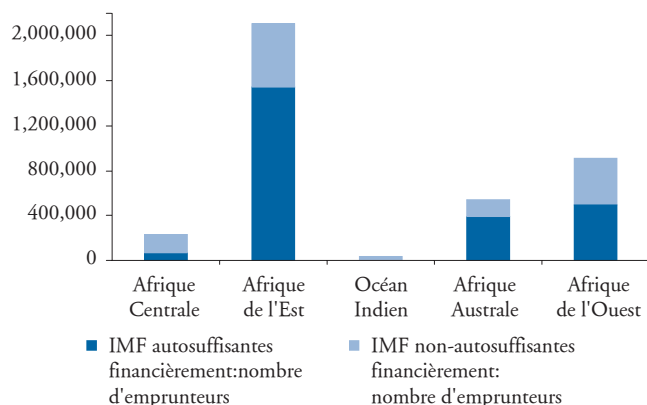
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2006 Benchmarks. Les chiffres sont les données individuelles des IMF et les moyennes des groupes de pairs.

Conclusion

La microfinance en Afrique est témoin d'une césure entre des institutions importantes en taille, pérennes et efficaces —dont certaines font usage de l'épargne comme d'un levier financier et de massification des opérations pour atteindre

une certaine échelle— et des IMF qui n'ont pas atteint une taille critique et une maîtrise des charges suffisantes dans un environnement où les ressources humaines, financières et matérielles sont particulièrement chères. Certaines IMF font face en offrant des prêts de montants plus importants pour améliorer leur efficacité, d'autres dopent leur productivité en utilisant avec succès des méthodologies de caution solidaire, de groupes ou villageoises. Globalement, les IMF africaines en se développant devront se tourner de plus en plus vers les innovations technologiques pour améliorer leurs systèmes de distribution de services de crédit et d'épargne même si cela comporte un coût. L'expérience d'autres régions du monde montre que de plus en plus d'emprunteurs ont accès à des services financiers viables. Le *Graphique 5* montre que les clients en Afrique s'insèrent progressivement dans cette tendance. Les IMF africaines devront continuer à s'atteler à atteindre la rentabilité permettant de construire sur le long terme des systèmes financiers inclusifs pour les pauvres basés sur leurs capacités institutionnelles à offrir et maintenir une qualité de service de façon entièrement autonome.

Graphique 5 | Autosuffisance financière et portée



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2006 Benchmarks. Données agrégées.

Anne-Lucie Lafourcade, Analyste, Afrique

Collecte et traitement des données

A des fins de réalisation des benchmarks, le MIX collecte et traite les données financières et de portée des IMF conformément aux standards internationaux de production de l'information financière en microfinance comme reporté dans le *MicroBanking Bulletin*.

Les données brutes sont collectées auprès des IMF, retraitées au format standard et vérifiées sur la base des états financiers audités, ratings et toute autre source d'information extérieure disponible. Les performances sont alors ajustées

en utilisant les méthodologies d'ajustement standard du secteur, afin d'éliminer les biais des subventions, des méthodes de provisionnement des créances douteuses et refléter l'impact de l'inflation sur les performances de l'institution. Ce processus permet d'améliorer les comparaisons de performances entre les institutions.

Le MIX souhaite remercier toutes les institutions ayant participé aux benchmarks du secteur et exprime sa gratitude à l'Association of Ethiopian Microfinance Institutions (AEMFI) ainsi qu'au Ghana Microfinance Institutions Network (GHAMFIN) pour avoir facilité la collecte des données pour les institutions éthiopiennes et ghanéennes.

IMF africaines participantes

	Angola	<i>NovoBanco - ANG</i>
	Bénin	<i>ACFB, Alidé, FECECAM, PADME, Vital Finance</i>
	Burkina Faso	<i>GRAINE sarl, RCPB</i>
	Cameroun	<i>CamCCUL, CCA, CDS, SAILD</i>
	Tchad	<i>UCEC/MK</i>
	Congo	<i>CAPPED</i>
	Congo, RDC	<i>FINCA - DRC, Hekima, PAIDEK, ProCredit Bank - DRC,</i>
	Ethiopie	<i>ACSI, Aggar, AVFS, BG, DECSI, Dire, Eshet, Gasha, Harubu, Metemamen, OMO, PEACE, SEYAMFI, SFPI, Wasasa, Wisdom</i>
	Ghana	<i>Ahantaman RB, Akuapem RB, APED, Atwima Kwanwoma RB, Fiaseman RB, First Allied, Juaben RB, OI-SASL, ProCredit Bank - GHA, SAT, South Akim RB</i>
Benchmarks 2006 (119 IMF)	Kenya	<i>BIMAS, Eb-F, Equity Bank, KADET, K-Rep, KWFT, MDSL, OI-WEDCO, SISDO, SMEP</i>
	Madagascar	<i>Otiv Diana, SIPEM, TIAVO, UNICECAM</i>
	Malawi	<i>CUMO, FINCA - MWI, OIBM, PRIDE - MWI</i>
Tendances 2005-2006 (66 IMF) <i>Noms en italique</i>	Mali	<i>CVECA Kita/Bafoulabé, Jemeni, Kafo Jiginew, Kondo Jigima, Miselini, Nyèsigiso, Soro Yiriwaso</i>
	Mozambique	<i>BOM, FCC, FDM, Hluvuku, NovoBanco - MOZ, SOCREMO, Tchuma</i>
	Niger	<i>MECREF</i>
	Nigéria	<i>DEC, LAPO, SEAP</i>
	Rwanda	<i>CFE, Duterimbere, RML, UC Umutanguha, Urwego</i>
	Sénégal	<i>ACEP Sénégal, CMS, DJOMEC, MEC FEPRODES, PAMECAS, U-IMCEC</i>
	Afrique du sud	<i>Capitec Bank, Kuyasa, SEF - ZAF</i>
	Swaziland	<i>FINCORP</i>
	Tanzanie	<i>Akiba, BRAC - TZA, Faulu - TZA, FINCA - TZA, PRIDE - TZA, SEDA</i>
	Togo	<i>APGA, CECA, FECECAV, FUCEC, WAGES</i>
	Ouganda	<i>BRAC - UGA, Centenary Bank, CML, Faulu - UGA, FINCA - UGA, Hofokam, MED-Net, UML, U-Trust</i>
	Zambie	<i>CETZAM, FINCA - ZAM, PRIDE - ZAM</i>

IMF africaines participantes (Cont'd.)

Groupe de pairs	Définition	Description
Statut	Afrique- Banque (11 IMF)	Banques
	Afrique- Coopérative (23 IMF)	Coopérative d'épargne et de crédit
	Afrique- IFNB (43 IMF)	Intermédiaire financier non-bancaire
	Afrique- ONG (36 IMF)	Organisation non-gouvernementale (ONG)
	Afrique- Banque rurale (6 IMF)	Banque rurale
Rentabilité	Afrique autosuffisante financièrement (41 IMF)	IMF avec une autosuffisance financière \geq 100%
	Afrique non-autosuffisante financièrement (78 IMF)	IMF avec une autosuffisance financière $<$ 100%
Echelle	Afrique Petite (56 IMF)	IMF avec un portefeuille brut de prêts $<$ US\$ 2 millions
	Afrique Moyenne (30 IMF)	IMF avec un portefeuille brut de prêts compris entre US\$ 2 et US\$ 8 millions
	Afrique Grande (33 IMF)	IMF avec un portefeuille brut de prêts $>$ US\$ 8 millions
	Afrique Centrale (15 IMF)	Pays: Cameroun, Tchad, Congo, Congo (RDC), Rwanda
Régions	Afrique de l'Est (41 IMF)	Pays: Ethiopie, Kenya, Tanzanie, Ouganda
	Océan Indien (4 IMF)	Pays: Madagascar
	Afrique Australe (19 IMF)	Pays: Angola, Malawi, Mozambique, Afrique du sud, Swaziland, Zambie
	Afrique de l'Ouest (40 IMF)	Pays: Bénin, Burkina Faso, Ghana, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Togo

Definitions des Indicateurs

CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES

Nombre d'IMF	Effectifs du groupe
Age	Années d'existence
Actif, Total	Actif Total, ajusté pour l'inflation, le provisionnement pour prêts irrécouvrables et la radiation de prêts
Bureaux	Nombre (incluant le siège)
Effectifs du personnel	Nombre total d'employés

STRUCTURE DE FINANCEMENT

Capital/ Actif	Total fonds propres ajustés/Total actif ajusté
Financement au taux du marché	Total dettes au «Taux du marché»/Encours brut de prêts
Dettes sur fonds propres	Total dettes, ajusté/Total fonds propres, ajusté
Épargne sur encours de prêts	Épargne volontaire/Encours brut de prêts, ajusté
Épargne sur actif total	Épargne volontaire/Total actif, ajusté
Encours de prêts sur actif total	Encours brut de prêts, ajusté/Total de l'actif, ajusté

INDICATEURS DE PORTÉE

Nombre d'emprunteurs actifs	Nombre d'emprunteurs avec un prêt en cours, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Pourcentage d'emprunteurs femmes	Nombre d'emprunteurs actifs femmes/Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté
Nombre de prêts en cours	Nombre de prêts en cours, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Encours brut de prêts	Encours brut de prêts, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Solde moyen de prêt par emprunteur	Encours brut de prêts, ajusté/Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté
Solde moyen de prêt par emprunteur/PNB par habitant	Solde moyen de prêt par emprunteur, ajusté/PNB par habitant
Solde de prêt moyen	Encours brut de prêts, ajusté/Nombre de prêts en cours, ajusté
Solde de prêt moyen/PNB par habitant	Solde de prêt moyen, ajusté/PNB par habitant
Nombre d'épargnants volontaires	Nombre d'épargnants avec des comptes d'épargne volontaire à vue ou à terme
Nombre de comptes d'épargne volontaire	Nombre de comptes d'épargne volontaire à vue ou à terme
Épargne volontaire	Total des comptes d'épargne volontaire à vue et à terme
Montant moyen d'épargne par épargnant	Épargne volontaire/Nombre d'épargnants volont.
Montant d'épargne moyen	Total de l'épargne volontaire/Nombre de comptes d'épargne volontaire

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

PNB par habitant	Dollars US
Taux de croissance du PIB	Moyenne annuelle
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	%
Taux d'inflation	%
Pénétration des circuits financiers	M3/PIB

PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE

Rendement de l'actif	Résultat opérationnel ajusté, après impôts/Montant moyen de l'actif
Rendement des fonds propres	Résultat opérationnel ajusté, après impôts/Montant moyen des fonds propres
Auto-suffisance opérationnelle	Produits financiers/(Ch. financières + Dot. nettes aux Prov. pour prêts irrécouv. + Ch. d'exploitation)
Auto-suffisance financière	Produits financiers, ajustés/(Ch. financières + Dot. nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables + Ch. d'exploitation) ajustées

PRODUITS D'EXPLOITATION

Ratio des produits financiers	Produits financiers, ajustés/Actif moyen
Marge bénéficiaire	Résultat opérationnel, ajusté/Produits financiers, ajustés
Rendement nominal du portefeuille brut	Produits sur prêts/ Encours brut moyen de prêts, ajusté
Rendement réel du portefeuille brut	(Rendement nominal du portefeuille brut - Taux d'inflation)/(1 + Taux d'inflation)

CHARGES D'EXPLOITATION

Ratio de ch. totales	(Ch. financières + Dotations nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables + Ch. d'exploitation) ajustées/Actif moyen
Ratio de ch. financières	Ch. financières ajustées/Actif moyen
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	Dot. nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables, ajustées/Actif moyen
Ratio de ch. d'exploitation	Charges d'exploitation, ajustées/Actif moyen
Ratio de ch. de personnel	Ch. de personnel, ajustées/Actif moyen
Ratio de ch. administratives	Ch. administratives, ajustées/Actif moyen
Ratio de ch. d'ajustement	(Résultat opérationnel, ajusté - Résultat opérationnel non-ajusté)/Actif moyen

EFFICIENCE

Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	Charges d'exploitation, ajustées/Encours brut moyen de prêts
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	Ch. de personnel, ajustées/Encours brut moyen de prêts
Salaires moyen/PNB par habitant	Montant moyen des ch. de personnel, ajusté/PNB par habitant
Coût par emprunteur	Charges opérationnelles, ajustées/Nombre moyen d'emprunteurs actifs, ajusté
Coût par prêt	Charges opérationnelles, ajustées/Nombre moyen de prêts en cours, ajusté

PRODUCTIVITÉ

Emprunteurs par effectif du personnel	Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté/Effectifs du personnel
Prêts par effectif du personnel	Nombre de prêts en cours, ajusté/Effectifs du personnel
Emprunteurs par agent de crédit	Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté/Nombre d'agents de crédit
Prêts par agent de crédit	Nombre de prêts en cours, ajusté/Nombre d'agents de crédit
Épargnants volontaires par effectif du personnel	Nombre d'épargnants vol./Effectifs du personnel
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	Nombre de comptes d'épargne vol./Effectifs du personnel
Distribution du personnel	Nombre d'agents de crédit/Effectifs du personnel

RISQUES ET LIQUIDITÉ

Portefeuille à risque > 30 jours	Capital restant dû pour prêts avec montants échus > 30 jours/Encours brut de prêts, ajusté
Portefeuille à risque > 90 jours	Capital restant dû pour prêts avec montants échus > 90 jours/Encours brut de prêts, ajusté
Taux de radiation de prêts	Valeur des prêts radiés, ajustée/Encours brut moyen de prêts
Taux de pertes sur prêts	Valeur des prêts radiés, ajustée et diminuée des reprises de capital/Encours brut moyen de prêts
Taux de couverture du risque	Provision pour prêts irrécouvrables, ajustée/PAR > 30 jours
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	Disponibilités/Total de l'actif, ajusté
Ratio de liquidité générale	Actif à court terme/Passif à court terme

Afrique

	Afrique	Afrique Centrale	Afrique de l'Est	Région Océan indien	Afrique Australe	Afrique de l'Ouest	Rentabilité	
							Afrique ASF	Afrique non-ASF
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES								
Nombre d'IMF	119	15	41	4	19	40	41	78
Age	9	6	8	10	6	12	9	8
Actif, Total	3,560,040	2,495,844	3,510,326	2,880,438	2,441,405	6,716,358	16,359,870	2,385,510
Bureaux	11	8	14	18	6	15	19	10
Effectifs du personnel	97	52	115	147	94	95	195	67
STRUCTURE DE FINANCEMENT								
Capital/Actif	27.3%	26.7%	30.3%	35.4%	42.5%	20.6%	22.9%	34.1%
Financement au taux du marché	54.7%	70.4%	26.1%	57.1%	40.9%	97.4%	86.9%	38.8%
Dettes sur fonds propres	2.4	2.7	2.1	2.1	1.2	3.8	3.4	1.7
Épargne sur encours de prêts	18.5%	60.6%	9.2%	57.1%	0.0%	62.8%	54.7%	4.2%
Épargne sur actif total	12.7%	41.7%	5.8%	30.1%	0.0%	36.9%	33.7%	3.3%
Encours de prêts sur actif total	67.1%	59.2%	69.7%	55.9%	73.1%	67.5%	66.0%	68.0%
INDICATEURS DE PORTÉE								
Nombre d'emprunteurs actifs	9,976	6,628	15,629	4,551	7,802	10,039	19,285	9,142
Pourcentage d'emprunteurs femmes	63.5%	31.7%	61.3%	48.0%	56.9%	69.8%	52.0%	66.6%
Nombre de prêts en cours	10,039	6,628	15,580	4,551	9,279	10,039	19,285	9,279
Encours brut de prêts	2,121,470	1,168,567	2,464,843	1,346,725	1,514,240	3,923,585	8,295,148	1,451,755
Solde moyen de prêt par emprunteur	235	274	159	312	312	341	434	183
Solde moyen de prêt par emprunteur/PNB par habitant	69.0%	71.6%	65.4%	107.5%	61.0%	71.7%	104.9%	57.4%
Solde de prêt moyen	235	274	158	312	276	341	434	183
Solde de prêt moyen/PNB par habitant	70.1%	71.6%	67.1%	107.5%	61.0%	71.7%	104.9%	58.0%
Nombre d'épargnants volontaires	5,871	6,198	723	22,161	0	17,054	33,995	55
Nombre de comptes d'épargne volontaire	5,619	6,161	395	22,161	0	19,813	36,627	153
Épargne volontaire	270,682	340,907	56,164	1,519,879	0	1,719,272	3,452,268	51,885
Montant moyen d'épargne par épargnant	115	314	75	101	182	137	131	99
Montant d'épargne moyen	0	199	75	101	172	137	137	99
INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES								
PNB par habitant	350	230	280	290	310	450	450	340
Taux de croissance du PIB	5.8%	6.0%	7.0%	2.6%	5.0%	4.4%	5.8%	5.8%
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	5.1%	4.9%	5.1%	22.3%	10.4%	3.5%	5.1%	5.1%
Taux d'inflation	10.8%	8.9%	11.6%	10.8%	13.2%	2.3%	10.8%	10.0%
Pénétration des circuits financiers	28.8%	17.0%	40.3%	20.1%	29.4%	28.8%	28.8%	28.8%
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE								
Rendement de l'actif	-2.4%	-5.2%	-1.7%	-4.2%	-7.0%	-0.2%	3.1%	-7.1%
Rendement des fonds propres	-6.9%	-32.1%	-9.3%	-14.0%	-12.5%	5.2%	12.6%	-16.4%
Auto-suffisance opérationnelle	104.3%	87.9%	106.6%	115.1%	98.5%	109.7%	126.9%	90.9%
Auto-suffisance financière	91.1%	72.4%	91.7%	90.4%	87.5%	98.9%	117.3%	75.4%
PRODUITS D'EXPLOITATION								
Ratio des produits financiers	22.2%	18.9%	21.2%	22.7%	44.9%	19.0%	22.0%	22.9%
Marge bénéficiaire	-9.8%	-38.1%	-9.0%	-14.5%	-14.3%	-1.2%	14.7%	-32.7%
Rendement nominal du portefeuille brut	31.6%	29.6%	29.3%	34.2%	66.0%	22.6%	34.1%	30.8%
Rendement réel du portefeuille brut	21.3%	22.5%	13.1%	21.2%	48.5%	19.9%	22.8%	21.2%
CHARGES D'EXPLOITATION								
Ratio de ch. totales	29.0%	28.3%	29.0%	30.5%	49.6%	21.7%	18.8%	34.4%
Ratio de ch. financières	5.5%	5.2%	6.7%	6.3%	8.6%	2.5%	3.8%	6.5%
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	1.7%	1.3%	1.7%	0.3%	3.2%	1.4%	1.1%	2.3%
Ratio de ch. d'exploitation	19.0%	22.0%	16.0%	23.1%	35.1%	14.7%	13.5%	24.1%
Ratio de ch. de personnel	9.1%	9.1%	8.9%	8.2%	20.4%	6.2%	7.5%	10.2%
Ratio de ch. administratives	8.8%	10.7%	7.5%	14.2%	20.0%	7.6%	7.7%	11.1%
Ratio de ch. d'ajustement	2.3%	3.1%	3.8%	5.8%	5.2%	1.2%	1.2%	3.9%
EFFICIENCE								
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	33.4%	31.3%	27.8%	36.2%	72.3%	26.8%	30.2%	38.8%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	16.1%	16.1%	15.5%	12.5%	35.9%	10.9%	12.5%	18.0%
Salaires moyen/PNB par habitant	1221.4%	1677.9%	1003.2%	659.6%	1787.6%	1154.3%	1455.2%	1132.3%
Coût par emprunteur	97	88	58	134	199	102	162	83
Coût par prêt	93	88	57	134	199	102	162	81
PRODUCTIVITÉ								
Emprunteurs par effectif du personnel	110	110	143	33	74	111	104	112
Prêts par effectif du personnel	115	110	146	33	74	125	115	114
Emprunteurs par agent de crédit	235	205	297	57	154	221	218	236
Prêts par agent de crédit	240	205	305	57	154	225	245	238
Épargnants volontaires par effectif du personnel	64	151	16	90	0	249	221	1
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	59	145	11	90	0	261	248	1
Distribution du personnel	53.4%	52.9%	51.1%	68.2%	62.0%	50.8%	49.4%	55.8%
RISQUES ET LIQUIDITÉ								
Portefeuille à risque > 30 jours	5.0%	7.0%	3.6%	3.5%	5.8%	5.0%	3.8%	6.0%
Portefeuille à risque > 90 jours	2.4%	3.4%	1.9%	2.3%	1.2%	3.2%	2.2%	3.2%
Taux de radiation de prêts	1.9%	0.9%	1.9%	1.0%	1.6%	2.2%	1.9%	1.9%
Taux de pertes sur prêts	1.7%	0.9%	1.9%	0.9%	1.6%	2.1%	1.9%	1.7%
Taux de couverture du risque	62.0%	46.5%	66.6%	55.1%	106.3%	55.6%	60.6%	62.7%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	10.5%	21.0%	11.2%	14.9%	9.4%	9.8%	8.9%	11.4%

	Afrique Large	Echelle Afrique Moyenne	Afrique Petite	Afrique Banque	Forme institutionnelle			Afrique banque rurale
					Afrique Coop	Afrique IFNB	Afrique ONG	
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES								
Nombre d'IMF	33	30	56	11	23	43	36	6
Age	11	8	7	6	14	7	9	14
Actif, Total	37,097,528	6,577,352	1,487,735	20,094,764	11,383,165	2,975,941	2,044,727	6,134,069
Bureaux	32	13	8	9	50	8	12	9
Effectifs du personnel	325	116	45	222	143	104	67	89
STRUCTURE DE FINANCEMENT								
Capital/Actif	19.2%	27.1%	42.2%	24.9%	20.7%	33.1%	39.3%	12.0%
Financement au taux du marché	99.7%	51.4%	17.6%	111.1%	97.1%	34.1%	19.1%	205.1%
Dettes sur fonds propres	4.0	2.5	1.2	3.0	3.5	2.0	1.2	7.2
Epargne sur encours de prêts	64.5%	12.2%	0.0%	99.5%	70.4%	11.0%	0.0%	205.1%
Epargne sur actif total	45.1%	10.9%	0.0%	52.3%	46.8%	7.8%	0.0%	78.9%
Encours de prêts sur actif total	65.1%	68.5%	68.0%	48.9%	63.4%	69.4%	70.8%	33.5%
INDICATEURS DE PORTÉE								
Nombre d'emprunteurs actifs	36,420	16,994	4,176	15,531	16,240	12,133	9,311	5,121
Pourcentage d'emprunteurs femmes	50.0%	64.8%	72.0%	52.0%	40.2%	58.0%	80.7%	42.1%
Nombre de prêts en cours	36,420	17,495	4,235	15,531	16,240	14,169	9,796	5,121
Encours brut de prêts	24,477,096	4,381,140	897,196	12,938,313	7,218,071	2,355,037	1,312,984	2,007,713
Solde moyen de prêt par emprunteur	574	276	158	611	370	201	148	506
Solde moyen de prêt par emprunteur/PNB par habitant	148.3%	80.2%	47.4%	233.2%	116.5%	72.4%	36.3%	112.4%
Solde de prêt moyen	574	253	157	611	370	179	139	506
Solde de prêt moyen/PNB par habitant	143.5%	80.2%	50.6%	233.2%	116.5%	72.4%	36.7%	112.4%
Nombre d'épargnants volontaires	68,380	17,054	0	30,974	34,301	2,847	0	38,269
Nombre de comptes d'épargne volontaire	68,533	19,049	0	38,286	34,301	1,860	0	38,319
Epargne volontaire	12,960,892	380,174	0	14,841,091	2,946,660	150,306	0	4,811,640
Montant moyen d'épargne par épargnant	189	92	84	221	124	88	66	141
Montant d'épargne moyen	0	0	0	206	124	88	66	141
INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES								
PNB par habitant	450	365	310	310	380	280	380	450
Taux de croissance du PIB	5.1%	5.9%	5.8%	5.6%	2.8%	6.0%	5.2%	5.9%
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	4.9%	5.1%	6.6%	7.1%	3.5%	5.1%	6.6%	8.9%
Taux d'inflation	6.6%	10.9%	10.8%	13.2%	2.1%	11.6%	8.7%	10.9%
Pénétration des circuits financiers	29.1%	29.0%	28.0%	29.4%	28.1%	29.4%	28.1%	28.8%
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE								
Rendement de l'actif	1.2%	-1.7%	-7.1%	-1.0%	-0.4%	-1.8%	-7.0%	3.2%
Rendement des fonds propres	8.3%	-3.4%	-16.4%	-7.7%	5.0%	-11.7%	-11.7%	22.3%
Auto-suffisance opérationnelle	115.2%	109.6%	89.4%	118.3%	106.5%	108.0%	91.0%	123.8%
Auto-suffisance financière	107.7%	95.1%	75.2%	99.2%	94.8%	91.1%	71.6%	116.0%
PRODUITS D'EXPLOITATION								
Ratio des produits financiers	19.6%	24.2%	23.6%	28.7%	16.5%	22.0%	30.3%	20.2%
Marge bénéficiaire	7.2%	-5.2%	-33.1%	-0.8%	-5.5%	-9.8%	-39.8%	13.8%
Rendement nominal du portefeuille brut	28.1%	33.0%	32.9%	35.7%	18.7%	30.2%	42.3%	48.8%
Rendement réel du portefeuille brut	20.6%	24.0%	23.0%	36.8%	15.7%	17.9%	28.6%	34.1%
CHARGES D'EXPLOITATION								
Ratio de ch. totales	20.3%	29.3%	34.2%	36.5%	15.6%	31.0%	40.2%	19.7%
Ratio de ch. financières	3.9%	6.9%	6.1%	5.4%	2.0%	6.7%	6.9%	2.8%
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	2.5%	1.1%	2.0%	2.3%	1.7%	1.8%	1.9%	0.8%
Ratio de ch. d'exploitation	13.5%	21.1%	24.7%	25.2%	10.9%	16.4%	28.5%	13.9%
Ratio de ch. de personnel	5.8%	8.6%	11.6%	9.1%	4.4%	9.7%	13.5%	8.8%
Ratio de ch. administratives	7.5%	9.1%	12.1%	17.6%	7.2%	7.8%	13.7%	6.8%
Ratio de ch. d'ajustement	1.2%	3.9%	3.2%	1.5%	1.1%	3.3%	4.3%	0.9%
EFFICIENCE								
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	22.9%	35.9%	41.1%	46.3%	17.6%	28.8%	45.6%	51.1%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	9.6%	14.4%	20.1%	16.6%	6.2%	14.1%	23.4%	32.5%
Salaire moyen/PNB par habitant	1674.0%	1401.7%	953.0%	2226.5%	1100.8%	1206.5%	1189.7%	1658.5%
Coût par emprunteur	149	93	62	305	107	58	70	170
Coût par prêt	149	89	59	305	107	56	69	170
PRODUCTIVITÉ								
Emprunteurs par effectif du personnel	148	135	97	70	88	131	148	44
Prêts par effectif du personnel	148	135	98	71	88	131	153	44
Emprunteurs par agent de crédit	308	250	204	154	146	290	227	161
Prêts par agent de crédit	308	255	206	154	168	294	236	165
Epargnants volontaires par effectif du personnel	217	157	0	220	279	31	0	415
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	232	146	0	223	279	23	0	415
Distribution du personnel	50.7%	54.9%	55.9%	36.8%	60.4%	51.1%	61.6%	42.4%
RISQUES ET LIQUIDITÉ								
Portefeuille à risque > 30 jours	4.6%	5.0%	5.9%	4.6%	7.1%	3.6%	4.9%	5.6%
Portefeuille à risque > 90 jours	2.4%	2.1%	2.5%	1.0%	4.3%	1.9%	1.7%	3.3%
Taux de radiation de prêts	2.1%	1.7%	1.6%	1.6%	2.5%	1.9%	1.6%	3.1%
Taux de pertes sur prêts	1.9%	1.6%	1.6%	1.6%	2.1%	1.7%	1.5%	3.1%
Taux de couverture du risque	60.5%	57.3%	66.9%	106.3%	45.9%	69.3%	63.4%	57.5%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	8.0%	9.8%	14.3%	8.9%	9.8%	14.1%	10.5%	16.2%

Les Rapports Benchmark du MIX 2006

Cette publication fait partie d'une série de rapports de benchmarks régionaux produit par le Microfinance Information eXchange (MIX).

- Benchmark de la Microfinance en Afrique
- Benchmark de la Microfinance en Asie
- Benchmark de la Microfinance en Afrique du Nord et Moyen Orient
- Benchmark de la Microfinance en Amérique Latine
- Benchmark de la Microfinance en Europe de l'Est et Asie Centrale
- Benchmark de la Microfinance en zone UEMOA

Les rapports régionaux se basent sur les informations 2006 collectées auprès de plus de 704 institutions de microfinance localisées en Afrique sub-saharienne, Europe de l'Est et Asie Centrale, Amérique Latine et Caraïbes, Afrique du Nord et Moyen Orient. De part son échantillon et sa portée, cette série de rapports sur les performances du secteur de la microfinance dans le monde est à ce jour la plus aboutie. Pour visionner les autres rapports régionaux et publications du MIX, merci de visiter notre site web www.themix.org.

Le MIX est le premier fournisseur d'information sur les performances et les acteurs du secteur de la microfinance. Sa mission étant de renforcer le secteur de la Microfinance, le MIX fournit des informations détaillées sur les différents acteurs du secteur que sont les IMF, les bailleurs et investisseurs et les réseaux et associations professionnelles via sa plateforme d'échange d'information MIX Market et ses parutions de rapports benchmarks comme le MicroBanking Bulletin (MBB).

Le MIX est une ONG fondée par le CGAP (the Consultative Group to Assist the Poor) et financée par le CGAP, la Citi fondation, la Deutsche Bank Americas Foundation, Omidyar Network, l'Open Society Institute & the Soros Economic Development Fund, la Rockdale fondation et autres.

Benchmarking de la Microfinance en Afrique 2006

Le MIX souhaite remercier ses partenaires que sont AEMFI, l'association professionnelle de Microfinance en Ethiopie ainsi que Ghamfin, l'association professionnelle de Microfinance au Ghana qui ont pleinement participé à la parution de ce nouveau rapport.



Microfinance Information Exchange, Inc.
www.themix.org

1901 Pennsylvania Avenue NW - Suite 307
Washington, DC - 20006, USA
Tel +1 202 659 9094, Fax +1 202 659 9095
Email: info@themix.org

BP 230335
Dakar, Sénégal
Tel + 221 77 519 47 03, Fax + 221 33 820 55 07
E-mail: ccordier@themix.org